

INTERNATIONAL

UNION EUROPÉENNE

L'économie des douze pays membres de la **ZONE EURO** est au **POINT ZÉRO** : les données d'Eurostat publiées, jeudi 15 mai, font état d'une croissance nulle au premier trimestre 2003. L'Allemagne et les Pays-

Bas sont entrés en récession ; l'Italie voit également son PIB se contracter. Cette mauvaise situation économique sera à l'ordre du jour du **SOMMET DU G8** à la fin du mois. « Nos partenaires doivent prendre immé-

diatement des mesures pour dynamiser la croissance », a demandé, jeudi, le secrétaire américain au Trésor, John Snow. Les **GOUVERNEMENTS** européens n'ont que des capacités de relance limitées. Le chômage est

en hausse, et les **DÉFICITS PUBLICS** dépassent dans plusieurs pays le seuil autorisé par le pacte de stabilité. Les pressions se font plus fortes sur la Banque centrale européenne pour qu'elle baisse ses taux.

L'économie européenne est menacée d'une récession durable

L'Allemagne, les Pays-Bas et l'Italie ont vu leur PIB diminuer au premier trimestre, alors que la croissance a été nulle dans l'ensemble de la zone euro. Avec une hausse du chômage et des déficits publics, les gouvernements disposent de marges de manœuvre limitées pour relancer l'activité

LE SECRÉTAIRE américain au Trésor, John Snow, a prévenu ses collègues : « Nos partenaires du G7 doivent prendre immédiatement leurs propres mesures, adaptées à leurs propres circonstances, pour dynamiser la croissance, créer des emplois et contribuer à la prospérité mondiale ». La requête des Américains, délivrée en prélude à la réunion, samedi 17 mai à Deauville, des ministres de l'économie et des finances du G8 chargée de préparer le sommet des chefs d'Etat d'Evian, fait suite à la publication d'une batterie de mauvais indicateurs en Europe. Par ailleurs, le marasme économique persiste aux Etats-Unis (chute des prix à la production et baisse de l'activité industrielle en avril), et le Japon ne parvient pas à sortir de l'ornière (le gouvernement a annoncé, vendredi 16 mai, une croissance nulle au premier trimestre 2003). Or, pour le secrétaire américain au Trésor, « une économie mondiale en bonne santé a besoin de plusieurs moteurs de croissance ».

► **Quelle est exactement l'état de santé de la zone euro ?**

Première puissance économique de la zone, troisième puissance mondiale, l'Allemagne est en récession... et ses partenaires européens se portent à peine mieux. La croissance a été nulle au premier trimestre 2003 dans l'Union, selon les premières estimations d'Eurostat dévoilées jeudi 15 mai. Un peu plus tôt, les autorités allemandes avaient annoncé une baisse de 0,2 % du PIB au premier trimestre, après -0,03 % lors des trois derniers mois de 2002. A l'instar de l'Allemagne, qui pèse pour un tiers du PIB de l'Union monétaire, plusieurs pays ont enregistré un premier trimestre « dans le rouge » : c'est le cas des Pays-Bas, eux aussi entrés en récession, et de l'Italie.

2003 : LES DÉFICITS SE CREUSENT, LE CHÔMAGE AUGMENTE

► **PIB**, variation annuelle en %

- Plus de 1,5
- De 1 à 1,5
- Moins de 1

Moyenne UE : 1,3
Moyenne zone euro : 1

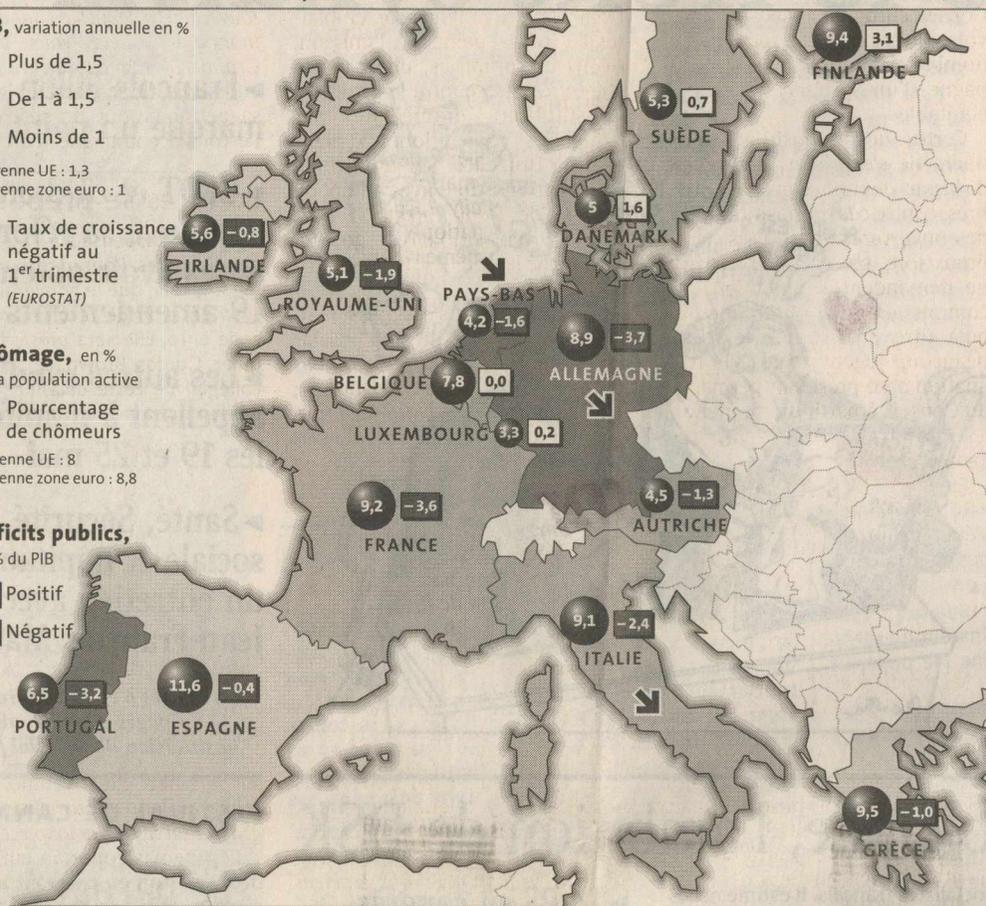
► **Taux de croissance négatif au 1^{er} trimestre (EUROSTAT)**

► **Chômage**, en % de la population active

- Pourcentage de chômeurs
- Moyenne UE : 8
Moyenne zone euro : 8,8

► **Déficits publics**, en % du PIB

- Positif
- Négatif



Sources : Prévisions de la Commission européenne et de l'OCDE pour 2003

La France semble être dans un état proche de la stagnation. Même les anciens « dragons » sont touchés par la morosité ambiante. Entre 2000 et 2003, la croissance de l'Irlande et du Luxembourg, qui tournait autour de 10 % en 2000, devrait tomber à 3,3 % et 1,1 % respectivement cette année. Même si la Commission ne remet pas enco-

re en cause sa prévision de croissance pour 2003 (1 %), l'économie des Douze devrait stagner au cours des six prochains mois, la croissance trimestrielle oscillant entre 0 % et 0,4 %. « La sclérose européenne est devenue une réalité », explique le chef économiste de Morgan Stanley, Stephan Roach.

► **L'Allemagne est-elle responsable de l'atonie européenne ?**

« Il est vrai que l'Allemagne fait du surplace depuis plus de deux ans. Jadis locomotive de l'économie du Vieux continent, le poids lourd européen est pénalisé par l'impact financier de la réunification du pays en 1990, sa forte dépendance économique des exportations, un

coût du travail trop élevé et le vieillissement de sa population. Ses problèmes, « mais aussi les difficultés de l'économie mondiale, plombent l'ensemble des pays de la zone, qui souffrent - pour ne rien arranger - de nombreux problèmes structurels » résume Stefan Bielmeier, économiste à la Deutsche Bank.

Bien que les incertitudes liées à la guerre en Irak soient en partie levées, le moral des entrepreneurs et des consommateurs reste faible. L'augmentation du chômage fragilise la consommation. Selon Bruxelles, environ 100 000 emplois devraient disparaître cette année dans la zone euro : il s'agit du premier déclin depuis 1994. Cette année, le taux de chômage devrait atteindre 8,8 % dans la zone euro, alors qu'il avait touché un plus bas de 8 % en 2001. Enfin, le niveau de l'euro face au dollar (1,1458 vendredi 17 mai) risque d'affaiblir l'un des moteurs traditionnels de la croissance en Europe : les exportations.

► **Quelles sont les marges de manœuvre des Européens ?**

Les responsables se sont montrés incapables, pour l'instant, de trouver la bonne formule pour doper l'activité. Relance budgétaire ? Réformes ? Coordination renforcée sur le plan économique ? En Europe, nul ne croit vraiment à l'efficacité des politiques de relance budgétaire. A la différence des Etats-Unis, où le gouvernement apporte un soutien actif à l'activité, les Européens disposent de marges limitées dans ce domaine, en raison du Pacte de stabilité et de croissance. Toutefois, pour ne pas aggraver la crise, les uns et les autres opt, comme le préconisait la Commission, laissé jouer les stabilisateurs automatiques, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas réduit leurs dépenses pour compenser la baisse des recettes fiscales liée au ralentisse-

ment de l'activité. Les baisses d'impôt décidées en 2001 ont été maintenues. Résultat, les finances publiques se sont fortement dégradées. Dans la zone euro, les déficits publics, qui avaient atteint un plus bas de 1,1 % du PIB en 2000 (sans prendre en compte les recettes sur les licences de téléphonie), devraient glisser à 2,5 % en 2003. La France et l'Allemagne, qui n'avaient pas assaini leurs finances publiques pendant les périodes de vaches grasses, ont vu leurs déficits franchir la barre des 3 % du produit intérieur brut dès 2002.

► **Faut-il jouer sur les taux ?**

Les pressions se multiplient pour que la Banque centrale européenne (BCE) baisse à nouveau ses taux. Lundi 12 mai, lors d'une réunion avec ses collègues à Bruxelles, Francis Mer a estimé que la BCE avait « clairement indiqué » qu'il existait « une marge de manœuvre » pour baisser les taux « le moment venu ». Pour la plupart des économistes, la BCE devrait agir au plus vite : l'inflation (2,1 % en avril) est proche du seuil des 2 % fixé par l'Institut d'émission. L'appréciation rapide de l'euro aurait d'ores et déjà limité les effets des deux baisses de taux survenues depuis décembre pour un total de 0,75 % point de pourcentage (à 2,50 %). La BCE semble vouloir en savoir davantage sur l'impact de l'euro fort ou l'après-guerre en Irak pour trancher. « L'attentisme de la BCE est décevant », observe Raymond van der Putten, économiste à BNP-Paribas. Pour cet expert, « les effets d'une baisse des taux sur l'économie réelle sont difficiles à évaluer, mais elle ferait du bien pour améliorer la confiance ».

Arnaud Leparmentier
(à Bruxelles) Philippe Ricard
(à Francfort) et Babette Stern